

d'atteinte des interférences politiques liées à la corruption. Quand j'ai repris l'agence, le manque de moralité y était abyssal. Nous commençons seulement à voir les bonnes personnes aux bons postes chargées d'accomplir les bonnes actions sans risquer d'être mises sous pression. Au cours des onze derniers mois, le Kenya a perdu 94 éléphants : bien moins que les centaines tués l'année précédente. Nous avons renforcé la loi kényane de protection des animaux afin de rationaliser la gestion du KWS, embauché 1 000 gardes de plus, augmenté les peines pour braconnage et nous sommes en train de recruter et d'entraîner un corps de procureurs spécialisés dans la protection de la vie sauvage. Nous logeons bien nos employés en brousse, leur assurons une protection sociale, améliorons les routes, et nous acquérons de nouveaux véhicules et équipements afin de lutter contre le braconnage.

PLS

Pour protéger la vie sauvage, il vous faut aussi l'adhésion des communautés locales. Comment vous y prenez-vous ?

R. L. : Au fil des années, *National Geographic*, la BBC et d'autres grands médias ont réalisé des documentaires sur la vie sauvage africaine destinés aux publics non africains. Aucun de ces films n'avait été projeté au Kenya. Jamais. WildlifeDirect, une ONG que j'ai fondée, a persuadé certains de ces médias de nous prêter leurs documentaires. Nous les diffusons chaque samedi à 20 heures depuis janvier 2016 et ils deviennent aussitôt les sujets les plus commentés au sein des réseaux sociaux. WildlifeDirect produit aussi pour la chaîne kényane NTV l'émission *Wild Talk*, diffusée chaque mardi soir. Il s'agit des premiers films réalisés par des Africains sur leur faune naturelle. Bientôt, la population kényane aimera autant les grands animaux sauvages que celles de Londres, de Paris ou de New York.

PLS

Les parcs nationaux africains sont censés attirer l'argent du tourisme. Est-ce aussi la logique du KWS ?

R. L. : Les Kényans sont en train de prendre conscience que la doctrine dirigeant la protection de la vie sauvage doit évoluer. Le tourisme est une composante majeure de notre futur économique,

mais c'est une ressource instable et, au mieux, de moyen terme, car l'industrie va prendre le relais à mesure que le pays se développera. Par ailleurs, beaucoup de gens comprennent que le fait d'avoir des espaces sauvages, où l'on peut venir respirer librement en jouissant de la beauté environnante, est important pour chaque pays. Et les Kényans considèrent leurs espaces naturels comme un héritage inestimable. Voilà qui est de loin bien plus important à long terme que le tourisme !

PLS

Et qu'en est-il des villages dangereusement proches des animaux sauvages ?

R. L. : La population kényane a triplé. Progressivement, les gens s'installent en des lieux peuplés d'animaux sauvages. De nombreuses personnes se font tuer par des éléphants, des buffles, des crocodiles, tandis que des récoltes sont détruites par les animaux. Tout cela engendre un certain ressentiment de la population à l'égard des animaux sauvages. C'est pourquoi je suis persuadé que la clôture des parcs nationaux, que nous



UN MILITAIRE KÉNYAN surveille la destruction par le feu de nombreuses tonnes d'ivoire d'éléphant et de rhinocéros.

sommes en train d'engager, est une bonne solution : elle évitera que les animaux n'envahissent les exploitations agricoles et que les bergers ne mènent leur bétail paître dans les parcs.

PLS

Voilà une proposition radicale !

R. L. : Oui, mais ce pourrait bien être la seule solution qui fonctionne. Les techniques de clôture sont très efficaces aujourd'hui, mais chères.

Nous empruntons à faible taux à des institutions comme la Banque mondiale et rembourserons au cours des trente années qui viennent. Ces clôtures faciliteront la lutte contre les braconniers, puisqu'ils se font souvent passer pour des bergers. Cela nous prendra de trois à cinq ans pour les installer, mais les gens, alors, nous féliciteront. Pour le moment, ils nous traitent de fous !

PLS

Au Kenya, les ruraux ne profitent guère du tourisme animalier, alors qu'en Namibie et au Botswana, les parcs gérés par les communautés villageoises bénéficient d'un important soutien local. Ne vous faut-il pas gagner le monsieur Tout le Monde kényan à la cause de la protection de la vie sauvage ?

R. L. : Bien entendu, mais faut-il le faire sur la base de bénéfices pour les locaux qui ne dureront que le temps du tourisme ? À mon avis, l'argent du tourisme doit aller au gouvernement, qui de son côté doit s'occuper de construire de meilleurs hôpitaux, de meilleures routes et une meilleure infrastructure pour la nation dans son ensemble et pas seulement pour les gens vivant autour des parcs.

PLS

Trouvez-vous problématique d'employer des fonds d'État à protéger la vie sauvage, alors que tant de Kényans sont pauvres ?

R. L. : À l'époque où j'étais secrétaire du cabinet au Kenya, tout ce qui avait été budgété par le gouvernement passait par mon bureau. Nombre de mes collègues du secteur de la protection des animaux me demandaient : « Pourrais-tu augmenter un peu notre budget ? Cela nous aiderait tellement. » Et il

me fallait leur répondre : « Moralement, je ne peux pas alors qu'il y a tant de gens dont les enfants ne vont pas à l'école, qui n'ont pas d'eau, ni de maison. Non, je ne peux leur soustraire de l'argent pour le consacrer à la protection des animaux. Deux ans très difficiles à vivre !

PLS

Vous revoilà de l'autre côté de la barrière.

R. L. : Oui, mais je sais bien à quel point il est important d'aider les gens. Si l'on ne réduit pas la pauvreté, il n'y aura d'avenir ni pour les hommes, ni pour la vie sauvage et pas d'avenir politique et national ! Les parcs nationaux sont là pour le bien de chacun et l'argent qu'ils engendrent doit être employé à éduquer les populations, à leur donner de meilleures routes, de meilleures infrastructures et à les aider à vivre plus longtemps de meilleures vies.

PLS

Mombasa est sans doute le premier port exportateur d'ivoire illégal vers l'Asie. Que fait le gouvernement kényan ?

R. L. : L'ivoire qui aujourd'hui passe par Mombasa n'est pas kényan, mais tanzanien. Il provient d'Afrique centrale. Arrêter la tuerie des éléphants kényans a été mon premier objectif. Arrêter le trafic d'ivoire dans son ensemble dépasse les attributions du KWS, et beaucoup reste à faire pour cela. Les autorités portuaires de Mombasa viennent d'assainir leur personnel de la base au sommet. Le port dispose aujourd'hui de nouveaux douaniers, de nouveaux équipements d'acheminement des conteneurs, de nouveaux docks. Pour l'instant, les choses vont mieux.

PLS

La Tanzanie veut couper la plaine du Serengeti par une autoroute, qui pourrait interrompre la plus grande migration animale du monde. Vous approuvez ?

R. L. : Le Serengeti est un écosystème formidable, qui doit être préservé à tout prix. Toutefois, il faut être réaliste pour résoudre le problème. Cet espace naturel est aujourd'hui entouré de populations en

pleine expansion. Les villes que desservira l'autoroute projetée vont bientôt devenir des mégapoles de trois millions d'habitants. Dans les dix ans à venir, la Tanzanie qui, comme nous, lorgne le commerce avec l'Afrique centrale, va se construire un deuxième grand port. D'où le besoin de nouvelles routes. Donc, oui, je soutiens l'établissement de ce corridor à travers la plaine du Serengeti, mais à la condition d'élever à 30 mètres au-dessus du sol une portion d'autoroute de 40 kilomètres afin de laisser les animaux aller et venir librement.

PLS

Quelle est aujourd'hui votre plus grande inquiétude ?

R. L. : Le changement climatique. Ses effets sont terrifiants : la croissance de la population associée à un développement anarchique autour des parcs nous a poussés à créer des îlots de vie sauvage. Or si vous examinez le registre fossile, vous vous rendez compte qu'en cas de changement climatique, les espèces insulaires disparaissent bien avant les espèces continentales, parce qu'elles n'ont nulle part où se réfugier. Aujourd'hui, en cas de sécheresse tarissant les marigots du parc, les animaux n'ont aucun endroit où aller s'abreuver. Que ferons-nous quand les pluies tomberont moins et que l'eau manquera ?

PLS

Brad Pitt va interpréter votre personnage dans un film sur votre vie. Comment le ressentez-vous ?

R. L. : J'ai toujours voulu que l'on tourne un film sur la situation critique des éléphants et des rhinocéros. Si des dizaines de millions de gens, en Chine par exemple, voient Brad Pitt lutter pour ces animaux, ils y croiront.

PLS

Et donc Brad Pitt en Richard Leakey aura plus de voix que Richard Leakey lui-même ?

R. L. : Mille fois plus !

Propos recueillis par Richard SCHIFFMAN

NDLR : À l'heure où nous mettons sous presse, la Chine vient d'annoncer son intention d'interdire le commerce de l'ivoire.

En cas de changement climatique, les espèces insulaires disparaissent bien avant les espèces continentales

■ BIBLIOGRAPHIE

S. Weru, *Wildlife protection and trafficking assessment in Kenya: Drivers and trends of transnational wildlife crime in Kenya and its role as a transit point for trafficked species in East Africa*, TRAFFIC Report, mai 2016.

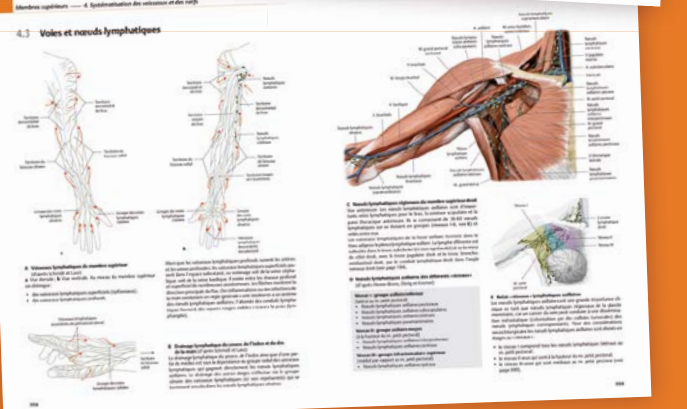
S. Grange, *La remarquable constance des zèbres du Serengeti*, *Pour la Science*, n° 357, 2007.

R. Leakey et V. Morell, *Wildlife Wars: My Fight to Save Africa's Natural Treasures*, Saint Martin's Press, 2001.

ATLAS D'ANATOMIE PROMÉTHÉE



9782804186159 - 560 PAGES - 89 €



- deboeck
SUPÉRIEUR

